

Investissements directs 2019

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Investissements directs 2019

20^e année

Table des matières

	Page
1 Aperçu des investissements directs en 2019	4
2 Investissements directs suisses à l'étranger	7
Flux d'investissements directs	7
Stocks d'investissements directs	9
Revenus d'investissements directs	11
3 Investissements directs étrangers en Suisse	12
Flux d'investissements directs	12
Stocks d'investissements directs	14
Revenus d'investissements directs	18
4 Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes	19
Effectifs des filiales non résidentes	19
Effectifs des sociétés mères résidentes	21
5 Nouveau: revenus d'investissements directs ventilés par pays	23
Bases méthodologiques	23
Investissements directs suisses à l'étranger	23
Investissements directs étrangers en Suisse	24
6 Nouveau: chiffres d'affaires et nombre de filiales non résidentes d'entreprises résidentes	26
Bases méthodologiques	26
Nombre de filiales non résidentes d'entreprises résidentes	27
Chiffre d'affaires des filiales non résidentes d'entreprises résidentes	29

INVESTISSEMENTS DIRECTS SUISSES À L'ÉTRANGER

En 2019, les entreprises domiciliées en Suisse (entreprises résidentes) ont rapatrié 42 milliards de francs en termes nets de leurs filiales non résidentes, alors qu'elles y avaient réalisé des investissements nets à hauteur de 44 milliards l'année précédente. Ces désinvestissements sont essentiellement le fait du secteur des services: ils découlent d'une part d'un fort accroissement du volume des crédits accordés aux entreprises résidentes par leurs filiales non résidentes (27 milliards de francs dans le groupe de branches *Commerce* et 17 milliards dans le groupe *Autres services*), et d'autre part d'une importante réduction notamment du capital de participation dans les filiales non résidentes à la suite de restructurations (–20 milliards au total dans le groupe *Sociétés financières et holdings*). Les entreprises du secteur de l'industrie, en revanche, et principalement celles du groupe de branches *Autres industries et construction*, ont investi 11 milliards de francs à l'étranger en termes nets.

Les désinvestissements ont essentiellement concerné des filiales domiciliées en Europe (pour un total de 36 milliards de francs), principalement dans des pays accueillant de nombreux holdings (Luxembourg et Irlande). La plupart des autres sites d'implantation européens ont en revanche enregistré un accroissement des investissements directs suisses. C'est notamment le cas de la Hongrie, mais également du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la Belgique. En dehors d'Europe, des désinvestissements nets ont également été enregistrés en Amérique centrale et du Sud (11 milliards de francs) ainsi qu'en Asie (8 milliards). Les seules aires géographiques qui aient enregistré des investissements directs suisses en termes nets sont l'Amérique du Nord (11 milliards de francs) et l'Afrique (3 milliards).

Fin 2019, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger s'élevaient à 1 445 milliards de francs: 1 355 milliards (94%) sous la forme de capital de participation et 90 milliards (6%), de crédits intragroupes. C'est le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* qui détenait de loin le stock d'investissements directs le plus élevé, à savoir 580 milliards de francs (soit 40%), suivi par le groupe de branches *Chimie et plastique*, avec 177 milliards (12%).

Les revenus des investissements directs suisses à l'étranger se sont inscrits à 91 milliards de francs, contre 102 milliards l'année précédente. Ils ont reculé dans les filiales non résidentes tant de l'industrie (–5 milliards de francs; total: 42 milliards) que des services (–5 milliards; total: 50 milliards).

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN SUISSE

En 2019, les entités non résidentes ont rapatrié des capitaux de Suisse en termes nets, à hauteur de 79 milliards de francs (2018: désinvestissements nets de 67 milliards). Des désinvestissements importants (50 milliards de francs) ont été enregistrés dans les crédits intragroupes, essentiellement du fait de restructurations. Le capital de participation a également reculé: les sociétés mères domiciliées aux Etats-Unis ont poursuivi la réduction de leur capital de participation favorisée par la réforme fiscale mise en œuvre dans ce pays (Tax Cuts and Jobs Act)¹, mais pour un volume nettement inférieur à l'année précédente (47 milliards de francs contre 108 milliards en 2018). Quant aux nouveaux investissements, ils ont uniquement pris la forme de bénéfiques réinvestis, à hauteur de 18 milliards de francs. Les désinvestissements ont touché le secteur des services (à concurrence de 81 milliards de francs), et principalement les sociétés financières et holdings. Mais d'autres groupes de branches, tels que *Commerce* et *Autres services*, ont également été concernés. A l'inverse, le secteur de l'industrie a enregistré des investissements en termes nets, à hauteur de 3 milliards de francs.

Fin 2019, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse s'élevaient à 1 370 milliards de francs: 1 358 milliards (99%) sous la forme de capital de participation et 12 milliards (1%), de crédits intragroupes. Si l'on prend en compte le pays de l'investisseur immédiat, les entités domiciliées dans l'Union européenne (UE) détenaient 83% des stocks d'investissements directs, et celles domiciliées aux Etats-Unis, 6%. Toutefois, ce critère de ventilation ne permet pas de connaître la domiciliation des entités qui contrôlent effectivement les entreprises résidentes. En effet, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse sont majoritairement détenus au moyen de sociétés intermédiaires, elles-mêmes contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers. C'est pourquoi la Banque nationale suisse (BNS) publie également des données ventilées selon le pays de l'investisseur ultime. Il ressort de la répartition correspondante que les investisseurs ultimes domiciliés aux Etats-Unis détenaient 48% des stocks et ceux domiciliés dans l'UE, 28%.

Par rapport à 2018, les revenus des investissements directs étrangers en Suisse ont reculé (–19 milliards; total: 98 milliards de francs), principalement du fait du groupe de branches *Sociétés financières et holdings*.

¹ Voir le rapport *Investissements directs 2018*, Réforme fiscale aux Etats-Unis, page 11.

DONNÉES OPÉRATIONNELLES SUR LES FILIALES NON RÉSIDENTES ET LEURS SOCIÉTÉS MÈRES RÉSIDENTES

En 2019, les entreprises en mains suisses interrogées par la Banque nationale contrôlaient 19 580 filiales non résidentes, lesquelles employaient 2 073 000 personnes et ont réalisé un chiffre d'affaires de 741 milliards de francs. Les effectifs ont reculé (-54 000, soit -3%), et le chiffre d'affaires a légèrement progressé (+7 milliards de francs, soit +1%) par rapport à 2018. Les entreprises possédant des participations à l'étranger sont également des employeurs importants en Suisse. En 2019, les groupes fournissant des données à la BNS y employaient 547 000 personnes.

NOUVEAUTÉS

Le rapport *Investissements directs 2019* s'accompagne d'un enrichissement de l'offre de données de la Banque nationale. Les revenus d'investissements directs sont désormais également ventilés par pays pour les deux directions d'investissement, selon la ventilation déjà appliquée aux stocks et aux flux. Comme les stocks, les revenus des investissements directs étrangers en Suisse sont ventilés tant en fonction de l'investisseur immédiat que de l'investisseur ultime. Les données ventilées par pays sont disponibles à partir de l'année 2015.

Par ailleurs, l'offre de données opérationnelles sur les entreprises multinationales est également enrichie. Le nombre de filiales non résidentes d'entreprises résidentes et leur chiffre d'affaires sont désormais publiés. Les nouvelles données pourront être utilisées pour de futures analyses économiques. La comparaison des données sur les effectifs et les chiffres d'affaires fournit par exemple des éléments sur la motivation des entreprises multinationales: investissent-elles afin d'élargir leur marché ou pour bénéficier d'avantages en termes de coûts? Ces nouvelles données sont disponibles à partir de 2014.

Tableau 1

INVESTISSEMENTS DIRECTS 2019: APERÇU

	2018	2019	
Investissements directs suisses à l'étranger , en milliards de francs			
Flux d'investissements directs	43,7	-42,1	
Stocks d'investissements directs	1 460,3	1 445,1	
Revenus d'investissements directs	102,3	91,1	
Investissements directs étrangers en Suisse , en milliards de francs			
Flux d'investissements directs	-66,9	-78,8	
Stocks d'investissements directs	1 358,9	1 369,6	
Revenus d'investissements directs	116,6	98,3	
Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes¹			
Effectifs des filiales non résidentes d'entreprises résidentes	en milliers de personnes	2 127,2	2 072,9
Chiffre d'affaires des filiales non résidentes d'entreprises résidentes	en milliards de francs	733,7	740,7
Nombre de filiales non résidentes		19 309	19 577
Effectifs des sociétés mères résidentes	en milliers de personnes	555,5	546,9

¹ Comprend uniquement les entreprises entrant dans la statistique des investissements directs.

Source: BNS.

DISPONIBILITÉ ET RÉVISIONS DES DONNÉES

Des informations détaillées sur les investissements directs et les données opérationnelles des entreprises multinationales sont présentées sur le portail de données de la BNS (data.snb.ch), dans le menu *Tableaux*, à la section *Relations économiques internationales*. Les données peuvent être utilisées sous forme de graphiques et de tableaux paramétrables. Le portail de données comprend aussi, à la section *Relations économiques internationales*, sous *Commentaires*, des éléments relatifs aux méthodes utilisées pour la statistique des investissements directs.

La publication du présent rapport donne lieu, comme chaque année, à la révision des chiffres des périodes précédentes. Les deux directions d'investissement sont concernées par cette révision: les stocks pour la période de 2014 à 2018, et les flux, pour celle de 2015 à 2018. La révision est principalement due au fait que la saisie des structures de groupes en mains étrangères a été complétée.

Les données sur les effectifs des sociétés mères résidentes sont publiées par l'Office fédéral de la statistique (OFS) dans la statistique des groupes d'entreprises (STAGRE). La Banque nationale publie des données sur les effectifs des sociétés mères résidentes qui participent à ses enquêtes statistiques.

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2019, les entreprises résidentes ont rapatrié 42 milliards de francs en termes nets de leurs filiales non résidentes, alors qu'elles y avaient réalisé des investissements nets à hauteur de 44 milliards en 2018. Les rapatriements ont concerné principalement les crédits intragroupes (61 milliards de francs), mais aussi les fonds propres (1 milliard). Des investissements supplémentaires ont en revanche été effectués sous la forme de bénéfices réinvestis (19 milliards de francs).

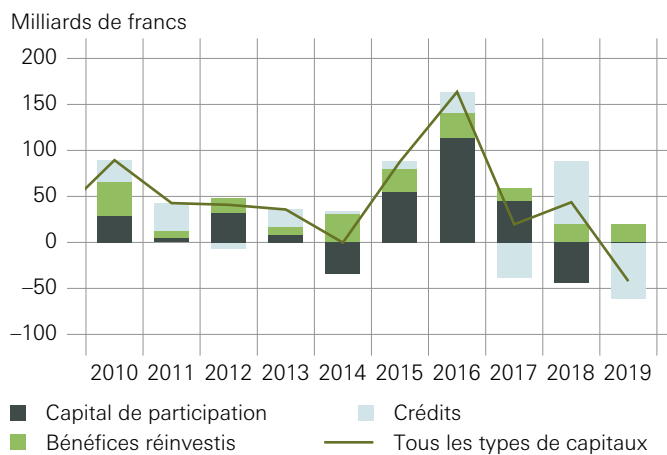
Les désinvestissements sont le fait des entreprises du secteur des services, qui ont rapatrié 53 milliards de francs. Dans les groupes de branches *Commerce* et *Autres services*, ils découlent essentiellement d'un accroissement du volume des crédits accordés aux entreprises résidentes par leurs filiales non résidentes (respectivement 27 milliards et 17 milliards de francs). Les entreprises du groupe *Sociétés financières et holdings* ont quant à elles rapatrié 20 milliards de francs, notamment en réduisant le capital de participation de leurs filiales non résidentes, principalement lors de restructurations. Les banques et les assurances ont en revanche accru leurs investissements directs de 9 milliards de francs, notamment en dotant leurs filiales de fonds propres supplémentaires.

L'industrie a enregistré des investissements nets à hauteur de 11 milliards de francs, les investissements sous la forme de capital de participation et de réinvestissements de bénéfices ayant dépassé les désinvestissements enregistrés dans les crédits intragroupes. Le groupe de branches *Autres industries et construction*, qui a effectué des investissements directs à hauteur de 8 milliards de francs, a joué un rôle déterminant.

Graphique 1

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

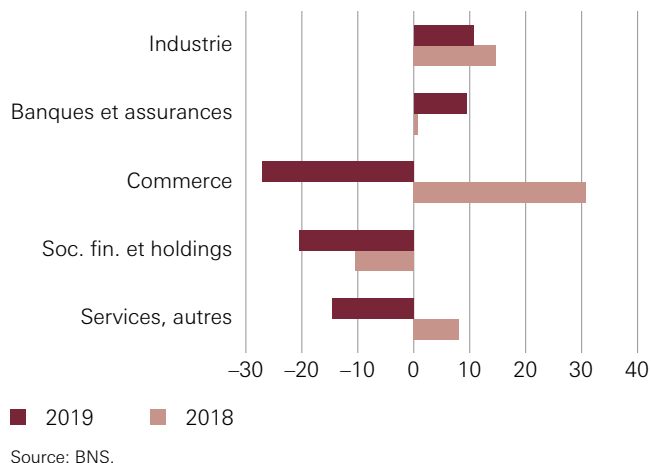
Flux d'investissements directs par types de capitaux



Graphique 2

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Flux d'investissements directs par groupes de branches (en milliards de francs)



C'est l'Europe qui affiche de loin les désinvestissements les plus élevés, à savoir 36 milliards de francs. L'Irlande, le Luxembourg et les Pays-Bas, pays hébergeant de nombreux holdings, ont été les plus touchés (86 milliards de francs au total). Les autres sites d'implantation européens, quant à eux, ont majoritairement enregistré un accroissement des investissements directs suisses. La Hongrie a reçu les flux les plus importants (20 milliards de francs), le pays ayant profité de restructurations au sein de holdings. Au Royaume-Uni et en Allemagne, les investissements ont été le fait des banques, à hauteur de respectivement 6 milliards et 5 milliards de francs. De plus, les entreprises résidentes ont également étendu leur présence en Belgique, en France et en Russie.

Hors d'Europe, des désinvestissements ont également été enregistrés en termes nets en Amérique centrale et du Sud (à hauteur de 11 milliards de francs) ainsi qu'en Asie (8 milliards). Dans les deux cas, ces sorties de capitaux ont concerné principalement les crédits intragroupes. En Amérique centrale et du Sud, elles ont d'abord touché les centres financiers offshore et le Pérou. En Asie, elles ont découlé du rapatriement de capitaux, par les entreprises résidentes, essentiellement des Emirats arabes unis et de Singapour. Les seules aires géographiques qui aient enregistré des investissements directs suisses en termes nets sont l'Amérique du Nord (11 milliards de francs) et l'Afrique (3 milliards).

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Fin 2019, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger se sont établis à 1 445 milliards de francs (-15 milliards, ou -1%), soit 1 355 milliards pour le capital de participation (94%), et 90 milliards (6%) pour les crédits intragroupes. Les crédits intragroupes représentent un montant net égal à la différence entre les crédits octroyés par les entreprises résidentes à leurs sociétés sœurs et filiales non résidentes (actifs: 393 milliards de francs) et ceux qui leur ont été accordés par ces dernières (passifs: 303 milliards de francs)¹.

En 2019, les types de capitaux ont affiché une évolution très contrastée. Alors que les stocks de capital de participation ont progressé de 4% par rapport à l'année précédente (+51 milliards de francs), ceux des crédits intragroupes ont reculé de 42% (-66 milliards). Cette dernière évolution tient au fait que les crédits représentent un montant net (actifs moins passifs). Or les stocks de crédits accordés par les filiales et sociétés sœurs (passifs: +70 milliards de francs) ont augmenté beaucoup plus fortement que ceux octroyés à ces dernières (actifs: +4 milliards de francs). Ces chiffres montrent que dans les investissements directs suisses à l'étranger, un recul des stocks de crédits intragroupes ne saurait être interprété comme une baisse du volume de ce type de crédits, mais plutôt comme un signe que les entités résidentes se financent davantage par l'intermédiaire de leurs filiales non résidentes.

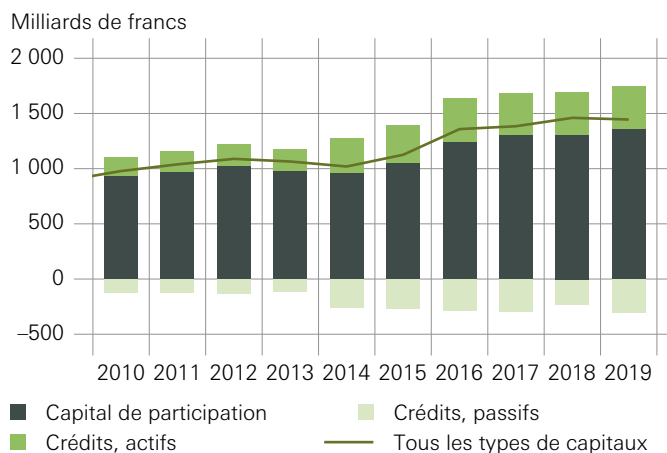
La Suisse détient des stocks d'investissements directs à l'étranger relativement élevés. Elle compte ainsi parmi les dix principaux investisseurs directs du monde (source: FMI, <http://data.imf.org/CDIS>). Cette situation s'explique notamment par l'implantation sur son territoire de nombreux sièges de grands groupes internationaux et par l'attrait qu'exerce la Suisse sur les holdings en mains étrangères.

Dans les services, les stocks d'investissements directs ont reculé de 22 milliards de francs (-2%) pour s'établir à 988 milliards. Il s'agit d'une diminution moins importante que ne le suggéraient les désinvestissements élevés enregistrés dans les flux. Cela tient essentiellement à deux facteurs: d'une part, des entreprises non résidentes ont transféré leur domicile en Suisse, de sorte que leurs participations dans des entités non résidentes sont désormais comptabilisées dans les investissements directs suisses. D'autre part, des entreprises résidentes ont procédé à une réévaluation de leurs filiales non résidentes qui a entraîné une appréciation. Dans la statistique des investissements directs, ces deux cas de figure ne sont pas considérés comme des flux, mais sont comptabilisés comme un autre changement directement dans les stocks. Dans l'industrie, l'évolution des stocks d'investissements

Graphique 3

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks d'investissements directs par types de capitaux



Source: BNS.

¹ Les crédits accordés à et par des sociétés sœurs non résidentes sont pris en compte si le siège du groupe se trouve en Suisse.

directs s'explique en revanche principalement par les flux. Les stocks ont progressé de 6 milliards (+1%), passant à 457 milliards de francs.

Le graphique 4 présente l'évolution des stocks d'investissements directs depuis 1985. Au milieu des années 1980, la part de l'industrie était encore de plus de 70%, mais elle n'a cessé de baisser jusqu'au début des années 2000 avant de se stabiliser (2019: 32%). Celle des services a, quant à elle, présenté une évolution symétrique. Le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* a notamment affiché une forte hausse de 1985 à 2010, sa part dans le total des stocks d'investissements directs passant de 12% à 40%. Cette proportion est ensuite restée relativement stable (2019: 40%). Les banques et assurances ont connu une évolution différente. Leur part dans le total des stocks d'investissements directs s'élevait à 13% lors de l'année sous revue, un niveau proche de celui observé il y a 30 ans. Entre-temps, cette part avait toutefois été significativement plus élevée (2001: 37%).

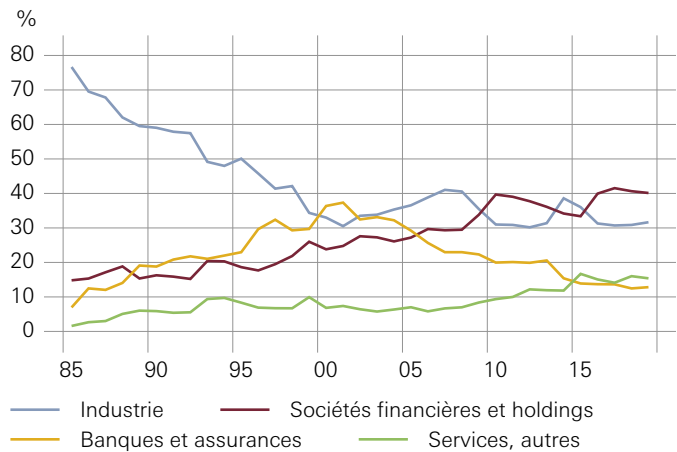
Le graphique 5 présente les principaux pays où étaient localisés des stocks d'investissements directs suisses fin 2019 (la surface des cercles est proportionnelle à ces derniers). L'axe des abscisses présente la variation moyenne des stocks d'investissements directs entre 2009 et 2019, celui des ordonnées, la variation enregistrée entre fin 2018 et fin 2019. Ces dix dernières années, les stocks ont essentiellement progressé dans les pays européens accueillant de nombreux holdings: Pays-Bas, Luxembourg, Irlande et Chypre. Pendant la période sous revue, ces pays ont connu une évolution divergente. Ainsi, les stocks d'investissements directs ont affiché un recul marqué en Irlande et au Luxembourg, tandis qu'ils ont poursuivi leur hausse aux Pays-Bas et à Chypre. Les fortes fluctuations annuelles observées dans ces pays traduisent la mobilité élevée des sociétés intermédiaires qui y sont établies. Au total, les stocks d'investissements directs dans les pays où sont implantés de nombreux holdings ont diminué de 53 milliards en un an, s'inscrivant à 453 milliards de francs fin 2019. Ces pays ont ainsi marqué l'évolution des stocks d'investissements directs observée au niveau européen. Ceux-ci ont reculé de 18 milliards (-2%), s'établissant à 829 milliards de francs.

Hors d'Europe, les stocks d'investissements directs ont également accusé un repli en Amérique centrale et du Sud (-10 milliards de francs; total: 149 milliards) et en Asie (-3 milliards; total: 112 milliards). Ils ont par contre augmenté en Amérique du Nord (+14 milliards de francs; total: 334 milliards) et en Afrique (+3 milliards; total: 14 milliards).

Graphique 4

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks d'investissements directs par groupes de branches (en %)



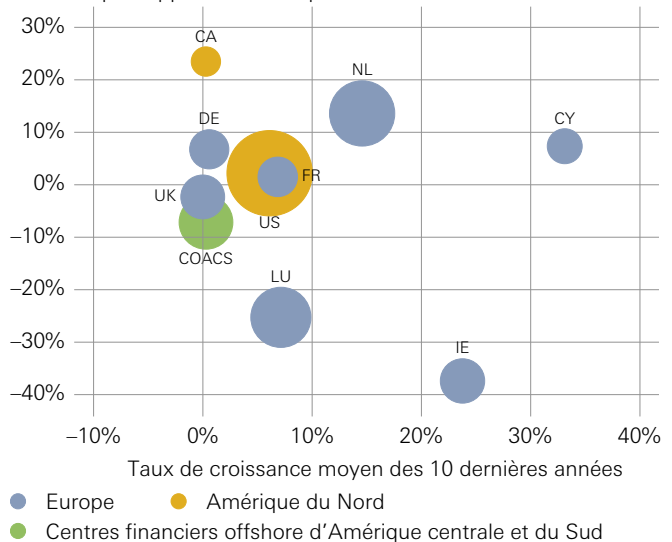
Source: BNS.

Graphique 5

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks d'investissements directs des 10 principales implantations (2019)

Variation par rapport à l'année précédente



Source: BNS.

REVENUS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

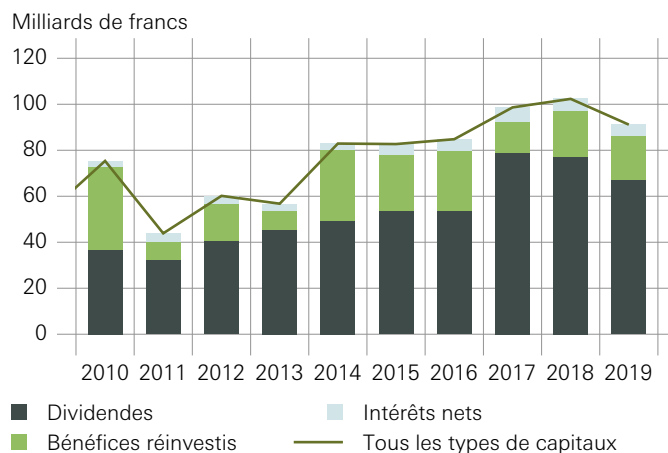
Les revenus des investissements directs suisses à l'étranger se sont inscrits à 91 milliards de francs, soit à un niveau plus bas que l'année précédente (102 milliards). Les entreprises résidentes ont perçu moins de dividendes de leurs filiales non résidentes (-10 milliards de francs; total: 67 milliards). Les bénéfices réinvestis n'ont en revanche enregistré qu'un faible recul (-1 milliard de francs; total: 19 milliards). Les revenus d'investissements directs sous la forme d'intérêts nets provenant de crédits intragroupes sont quant à eux demeurés de 5 milliards de francs.

Dans l'industrie comme dans les services, les revenus d'investissements directs des filiales non résidentes ont reculé de 5 milliards de francs pour s'établir à respectivement 42 milliards et 50 milliards. Tous les groupes de branches de l'industrie, sauf *Autres industries et construction*, ont enregistré un repli. La baisse a été spécialement marquée dans le groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* (-3 milliards; total: 6 milliards de francs). Dans les services, le recul est principalement imputable aux filiales des sociétés financières et holdings (-11 milliards; total: 23 milliards de francs). En revanche, les revenus d'investissements directs ont augmenté pour les filiales des groupes de branches *Commerce* (+4 milliards; total: 10 milliards de francs) ainsi que *Banques et assurances* (+1 milliard; total: 13 milliards de francs).

Graphique 6

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus d'investissements directs par types de capitaux

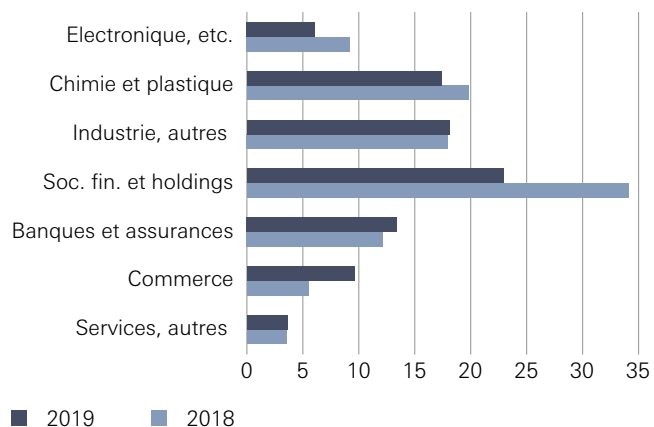


Source: BNS.

Graphique 7

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus d'investissements directs par groupes de branches (en milliards de francs)



Source: BNS.

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2019, les entités non résidentes ont rapatrié des capitaux de Suisse en termes nets, à hauteur de 79 milliards de francs (2018: désinvestissements nets de 67 milliards). Des désinvestissements importants (50 milliards de francs) ont été enregistrés dans les crédits intragroupes, essentiellement du fait de restructurations. Le capital de participation a également reculé: les sociétés mères domiciliées aux Etats-Unis ont poursuivi la réduction de leur capital de participation favorisée par la réforme fiscale mise en œuvre dans ce pays (Tax Cuts and Jobs Act)¹, mais pour un volume nettement inférieur à l'année précédente (47 milliards de francs, contre 108 milliards en 2018). Quant aux nouveaux investissements, ils ont uniquement pris la forme de bénéfices réinvestis, à hauteur de 18 milliards de francs.

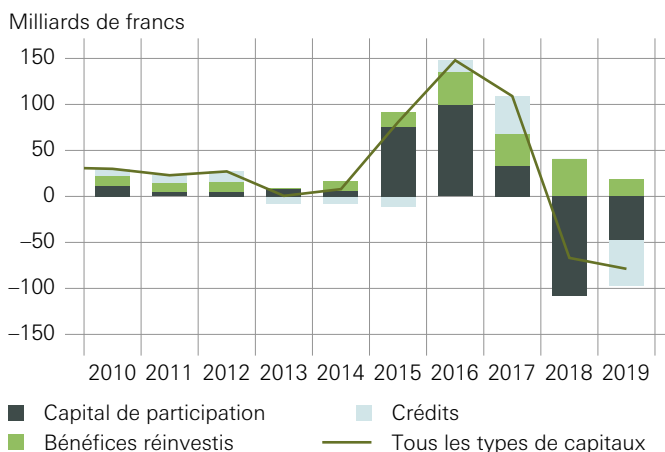
Dans le secteur des services, les entités non résidentes ont rapatrié des capitaux à hauteur de 81 milliards de francs, principalement de sociétés financières et holdings (45 milliards). Ces mouvements ont résulté non seulement de la réduction du capital de participation favorisée par la réforme fiscale mise en œuvre aux Etats-Unis, mais aussi du fait que des entités non résidentes ont liquidé des filiales résidentes et procédé à des restructurations. Les entités non résidentes ont aussi procédé à des désinvestissements au sein des groupes de branches *Commerce* et *Autres services* (respectivement de 25 milliards et de 15 milliards de francs), essentiellement dans les crédits intragroupes.

A la différence du secteur des services, les entreprises de l'industrie ont bénéficié d'investissements nets réalisés par des entités non résidentes. Ces dernières ont certes retiré du capital de participation, mais aussi réalisé des investissements sous la forme de crédits intragroupes et de bénéfices réinvestis. Les investissements dans l'industrie, qui ont totalisé 3 milliards de francs, ont essentiellement concerné les entreprises du groupe de branches *Autres industries et construction*.

Graphique 8

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Flux d'investissements directs par types de capitaux

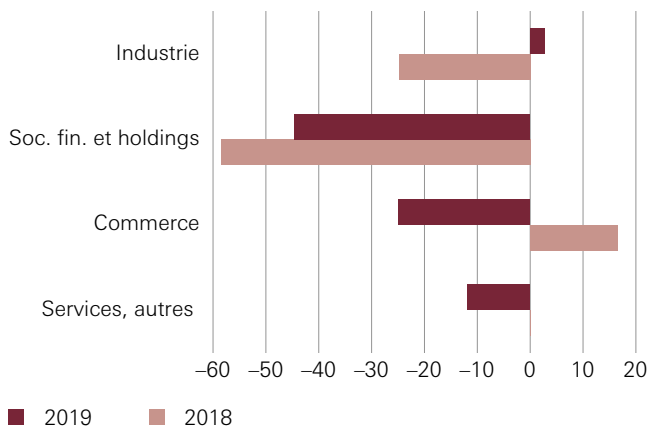


Source: BNS.

Graphique 9

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Flux d'investissements directs par groupes de branches (en milliards de francs)



Source: BNS.

¹ Voir le rapport *Investissements directs 2018*, Réforme fiscale aux Etats-Unis, page 11.

Les désinvestissements sont essentiellement le fait d'entités européennes (85 milliards de francs), domiciliées principalement en Irlande (58 milliards), pays hébergeant de nombreux holdings. Ces entités se sont procuré des fonds supplémentaires, sous la forme de crédits octroyés par leurs filiales domiciliées en Suisse, dans le cadre de restructurations. Des restructurations sont également à l'origine des rapatriements de capitaux opérés par les entités domiciliées au Danemark (à hauteur de 16 milliards de francs). D'autres désinvestissements ont par ailleurs été effectués par des entités domiciliées au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et au Luxembourg (respectivement 7 milliards, 6 milliards et 5 milliards de francs). Dans chacun de ces cas, le désinvestissement découlait essentiellement de la réduction du capital de participation des filiales résidentes. Parmi les entités établies en Europe, seules celles domiciliées en Belgique ont réalisé des investissements nets importants dans des entreprises résidentes (12 milliards de francs).

Parmi les entités domiciliées hors d'Europe, celles résidant aux Etats-Unis ont réalisé des désinvestissements significatifs (28 milliards de francs). Ces derniers ont toutefois résulté, non pas de la réforme fiscale, mais de crédits intragroupes. Des investissements en termes nets ont en revanche été réalisés par des entités établies au Japon (à hauteur de 17 milliards de francs), dans le cadre de restructurations, et par des entités domiciliées dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud (pour 14 milliards de francs).

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2019, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse se sont inscrits à 1370 milliards de francs, soit une progression de 11 milliards (+1%). Cette augmentation a deux raisons: des entreprises non résidentes ont transféré leur domicile en Suisse et des entités non résidentes ont fortement augmenté la valeur de leurs participations dans des entités résidentes. L'augmentation des stocks a été quelque peu atténuée par les rapatriements de capitaux enregistrés dans les flux.

Les stocks d'investissements directs se composent du capital de participation, lequel s'est élevé en 2019 à 1358 milliards de francs (99%), et des crédits intragroupes, qui se sont établis à 12 milliards (1%). Ceux-ci représentent un montant net égal à la différence entre les crédits accordés à des entités résidentes par les sociétés mères et sociétés sœurs non résidentes (passifs: 276 milliards de francs) et ceux octroyés à ces dernières (actifs: 264 milliards de francs)².

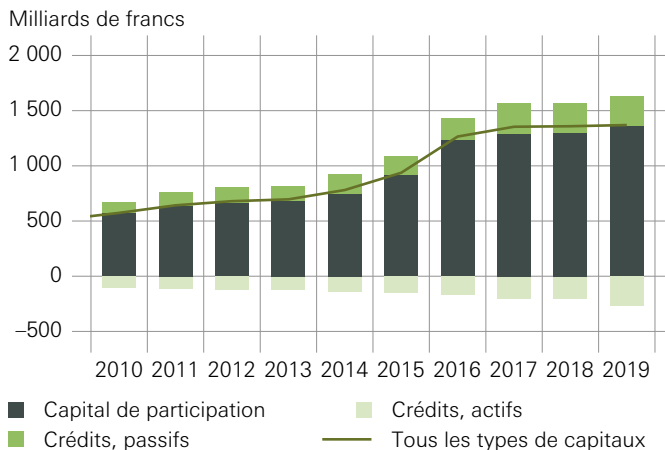
En 2019, les types de capitaux ont affiché une évolution très contrastée. Alors que les stocks de capital de participation ont progressé de 5% par rapport à l'année précédente (+60 milliards de francs), ceux des crédits intragroupes ont reculé de 81% (-49 milliards). Cette dernière évolution tient au fait que les crédits représentent un montant net (passifs moins actifs): ceux octroyés par des entités résidentes à des sociétés mères et sœurs non résidentes (actifs: +59 milliards de francs) ont augmenté beaucoup plus fortement que ceux accordés par ces dernières (passifs: +10 milliards de francs). Ces chiffres montrent que dans les investissements directs étrangers en Suisse, une baisse des stocks de crédits intragroupes ne saurait être interprétée comme un recul du volume de ce type de crédits, mais plutôt comme un signe que les entités non résidentes se financent davantage par l'intermédiaire de leurs filiales résidentes.

Dans l'industrie, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse se sont établis à 184 milliards de francs, soit une progression de 6 milliards (+3%), principalement portée par les entreprises du groupe de branches *Chimie et plastique* (+5 milliards; total: 97 milliards de francs). Dans les services, les stocks ont augmenté de 5 milliards malgré des désinvestissements, pour s'établir à 1186 milliards de francs. Ils se sont en particulier fortement accrus dans le commerce à la suite de changements de domiciliation (+29 milliards; total: 235 milliards de francs). En revanche, ils ont reculé dans les sociétés financières et holdings (-16 milliards; total: 804 milliards de francs), mais moins nettement que ce à quoi on aurait pu s'attendre sur la base des flux. Cette évolution tient au fait que les entités non résidentes ont

Graphique 10

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs par types de capitaux



Source: BNS.

² Les crédits accordés à et par des sociétés sœurs non résidentes sont pris en compte si le siège du groupe se trouve à l'étranger.

réévalué leurs participations dans les sociétés financières et holdings résidents.

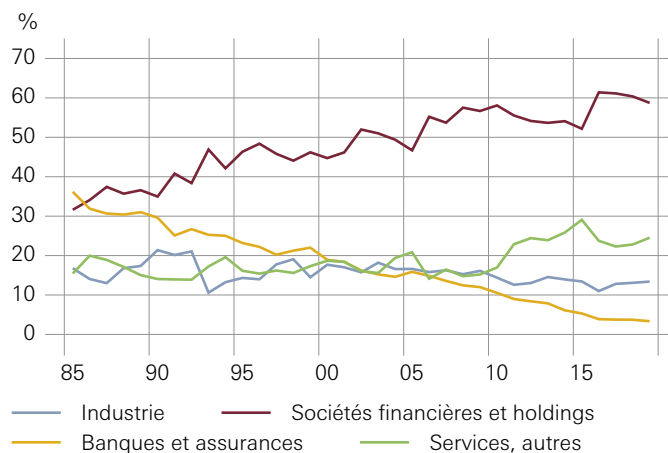
Le graphique 11 présente l'évolution de la répartition des stocks d'investissements directs depuis 1985. Dans l'industrie, ces derniers ont toujours fluctué entre 10% et 20% du total (2019: 13%). La part des services a, quant à elle, varié de manière symétrique, demeurant relativement stable dans l'ensemble (2019: 87%), même si les différents groupes de branches ont évolué de façon très contrastée. Ainsi, la part des stocks détenus dans les sociétés financières et holdings, d'environ 30% au milieu des années 1980, a atteint 59% en 2019. Les banques et assurances ont, de leur côté, connu une évolution opposée. Leur part était d'environ 30% au début des années 1990, puis elle a baissé de manière quasi continue pour s'inscrire à environ 3% en 2019.

La BNS publie les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse selon le pays de l'investisseur immédiat et selon le pays de l'investisseur ultime. Ventilés selon le pays de l'investisseur immédiat, ces stocks étaient majoritairement détenus par des entités domiciliées dans l'UE. Fin 2019, celles-ci détenaient 1 130 milliards de francs, soit 83% du total, dont 869 milliards dans les trois principaux pays accueillant des holdings, à savoir les Pays-Bas, le Luxembourg, et l'Irlande. Les investissements réalisés depuis de tels pays passent en majorité par des sociétés intermédiaires contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers. Le capital de participation détenu dans des filiales résidentes par l'entremise de sociétés intermédiaires a encore nettement augmenté au cours des dix dernières années (voir graphique 12). Sa part était de 75% en fin d'année.

Graphique 11

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs par groupes de branches (en %)

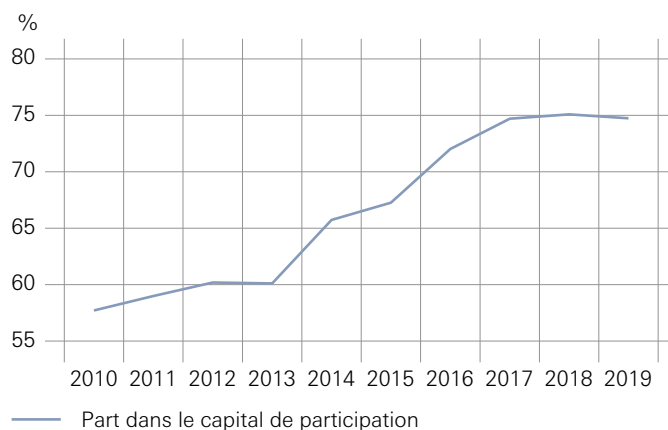


Source: BNS.

Graphique 12

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs détenus par l'entremise de sociétés intermédiaires établies dans des pays tiers



Source: BNS.

Etant donné la part importante des sociétés intermédiaires, la Banque nationale dresse également une ventilation de ces stocks selon le pays de l'investisseur ultime. Dans le cas des Etats-Unis en particulier, les stocks d'investissements directs sont beaucoup plus élevés selon le critère de l'investisseur ultime (651 milliards de francs) que selon le critère de l'investisseur immédiat (voir graphique 13). Cela signifie que les entreprises établies aux Etats-Unis passent généralement par des pays tiers pour acquérir des participations dans des entreprises domiciliées en Suisse. Il en va de même pour les entités domiciliées en Asie et dans le reste de l'Europe.

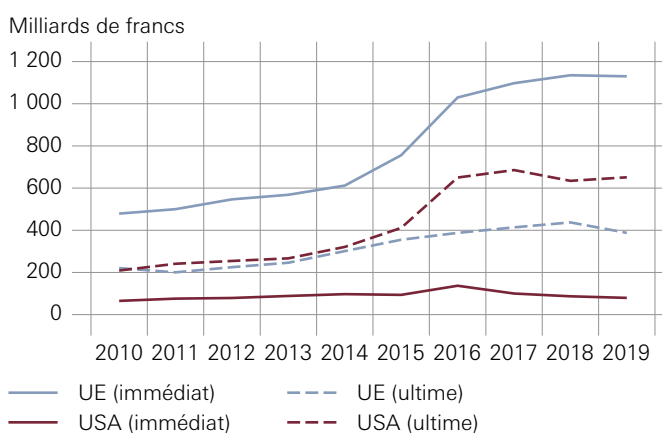
Pour ce qui est des pays accueillant de nombreux holdings, la ventilation selon l'investisseur ultime fait généralement apparaître des stocks plus faibles que celle selon l'investisseur immédiat. Ainsi, les stocks d'investissements directs contrôlés par des investisseurs ultimes domiciliés au Luxembourg s'inscrivaient à 6 milliards de francs, soit une valeur très faible par rapport à celle des stocks ventilés en fonction de l'investisseur immédiat (386 milliards). Pour les Pays-Bas, les valeurs correspondantes s'élevaient respectivement à 59 milliards et à 384 milliards de francs. En ce qui concerne l'Irlande, elles s'inscrivaient respectivement à 81 milliards et à 99 milliards de francs, et l'écart est donc nettement plus faible. Cela s'explique par le fait que l'Irlande n'est pas uniquement caractérisée par le grand nombre de holdings qui y sont domiciliés, mais également par celui de sièges de grands groupes multinationaux.

La Suisse figure, elle aussi, en tant que pays de domiciliation de l'investisseur ultime. Cela signifie que des entités établies en Suisse passent par des sociétés intermédiaires situées dans des pays tiers pour acquérir des participations dans des entreprises résidentes. L'expression *round tripping* est couramment utilisée en anglais pour désigner ce type d'opérations, à l'issue desquelles les fonds investis retournent à leur point de départ. Les stocks d'investissements concernés s'élevaient à 73 milliards de francs fin 2019, contre 57 milliards un an auparavant.

Graphique 13

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs selon le pays de l'investisseur immédiat ou ultime



Source: BNS.

Tableau 2

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE EN 2019, RÉPARTIS SELON LE PAYS DE DOMICILIATION DE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT ET DE L'INVESTISSEUR ULTIME

	Répartition selon l'investisseur immédiat		Répartition selon l'investisseur ultime		Ecart en milliards de francs
	en milliards de francs	en %	en milliards de francs	en %	
Europe	1 183,0	86%	518,0	38%	-664,9
UE	1 130,2	83%	387,7	28%	-742,5
Reste de l'Europe	52,8	4%	130,3	10%	77,5
Pays sélectionnés					
Allemagne	19,3	1%	51,7	4%	32,4
France	46,7	3%	58,5	4%	11,7
Irlande	99,5	7%	80,9	6%	-18,5
Luxembourg	385,8	28%	5,6	0%	-380,1
Pays-Bas	383,7	28%	59,4	4%	-324,3
Suisse	.	.	72,7	5%	72,7
Royaume-Uni	77,1	6%	68,1	5%	-8,9
Amérique du Nord	79,2	6%	685,4	50%	606,2
dont Etats-Unis	79,4	6%	651,3	48%	571,8
Amérique centrale et Amérique du Sud	69,7	5%	95,5	7%	25,8
Asie, Afrique, Océanie	37,7	3%	70,6	5%	32,9
Japon	20,5	2%	38,2	3%	17,6
Ensemble des pays	1 369,6	100%	1 369,6	100%	0,0

· Pas de données possibles.

Source: BNS.

REVENUS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

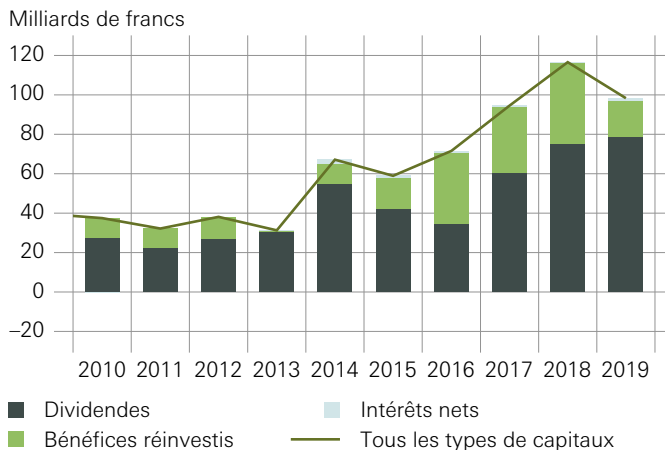
Par rapport à 2018, les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont significativement reculé (–19 milliards; total: 98 milliards de francs). Malgré cette diminution, les filiales résidentes ont versé davantage de dividendes à leurs sociétés mères non résidentes que l'année précédente (+3 milliards de francs; total: 78 milliards). Les bénéfices réinvestis ont par conséquent nettement décliné (–23 milliards; total: 18 milliards de francs).

Le recul des revenus d'investissements directs s'explique par la forte baisse des revenus enregistrés par le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* (–22 milliards; total: 38 milliards de francs). La majorité des autres branches des services ont en revanche présenté des revenus en hausse. Cela vaut en particulier pour les filiales du groupe de branches *Autres services* (+3 milliards; total: 12 milliards de francs) ainsi que *Banques et assurances* (+2 milliards; total: 5 milliards de francs). En ce qui concerne l'industrie, les revenus d'investissements directs accusent une légère baisse dans l'ensemble (–1 milliard de francs; total: 18 milliards). La baisse sensible affichée par le groupe de branches *Chimie et plastique* (–6 milliards; total: 10 milliards de francs) est compensée par la progression enregistrée par le groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* (+4 milliards de francs; total: 5 milliards).

Graphique 14

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus d'investissements directs par types de capitaux

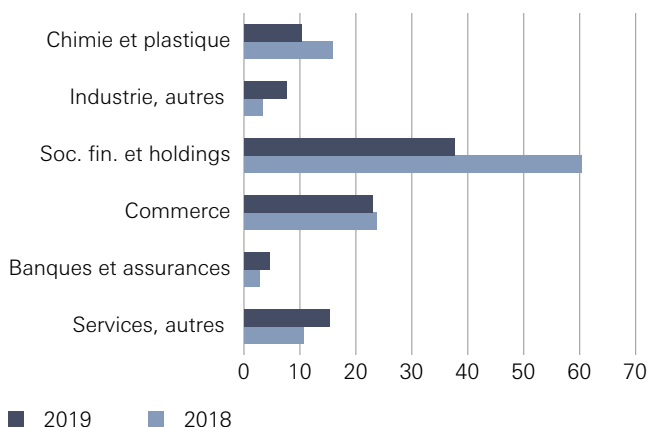


Source: BNS.

Graphique 15

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus d'investissements directs par groupes de branches (en milliards de francs)



Source: BNS.

Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes

EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Les entreprises en mains suisses occupaient dans leurs filiales non résidentes¹ 2 073 000 personnes: 1 333 000 (-49 000), soit près de deux tiers, dans l'industrie, et 740 000 (-6 000) dans les services.

Dans l'industrie, les effectifs de tous les groupes de branches s'établissaient à des niveaux similaires ou inférieurs à ceux de l'année précédente. Le groupe de branches *Autres industries et construction* a réuni de loin la plus grande partie des effectifs, soit 473 000 personnes (-4 000). Le groupe de branches *Métallurgie et machines* employait 329 000 personnes, nombre pratiquement inchangé par rapport à 2018. Les entreprises du groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* comptaient 220 000 personnes, soit 32 000 de moins qu'un an auparavant, du fait que des entreprises en mains suisses ont vendu des filiales qu'elles possédaient à l'étranger. Les effectifs ont également diminué dans le groupe de branches *Chimie et plastique* et s'établissaient à 281 000 personnes (-13 000). Quant au nombre de personnes employées à l'étranger dans le textile, il est resté au niveau de l'année précédente (27 000).

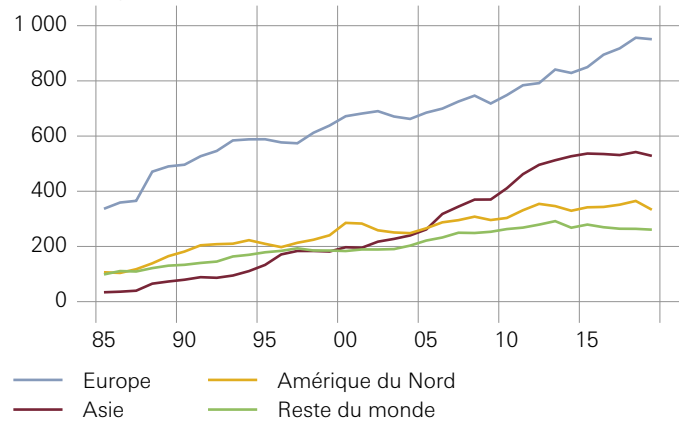
Dans les services, l'évolution a été différente d'un groupe de branches à l'autre. Pour la première fois après dix années de croissance, le commerce a enregistré une légère baisse de ses effectifs à l'étranger (-6 000), lesquels s'établissent à 179 000 personnes, mais il reste le groupe de branches le plus important du secteur des services. Les entreprises du groupe de branches *Autres services* occupaient 153 000 personnes (-3 000), celles du groupe *Sociétés financières et holdings*, 110 000 (+8 000, à la suite d'acquisitions à l'étranger), celles du groupe *Transports et communication*, 101 000 (-12 000), les assurances, 105 000 (+2 000) et les banques, 92 000 (+5 000).

Graphique 16

EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Répartition géographique

Milliers de personnes



Source: BNS.

¹ Uniquement dans les entreprises entrant dans la statistique des investissements directs. Le nombre de personnes occupées à l'étranger par les autres entreprises résidentes n'est pas connu.

Les groupes en mains suisses employaient 951 000 personnes en Europe, soit 46% du total des effectifs engagés à l'étranger, 528 000 (25%) en Asie, 333 000 (16%) en Amérique du Nord et 261 000 (13%) dans le reste du monde. Aucune aire géographique n'a enregistré d'augmentation des effectifs d'une année à l'autre.

Le graphique 17 présente les dix pays qui regroupent les effectifs les plus importants occupés à l'étranger par des entreprises en mains suisses. Les surfaces des cercles sont proportionnelles au nombre d'employés. L'axe des abscisses indique la croissance moyenne de ces effectifs entre 2009 et 2019, celui des ordonnées, leur variation entre 2018 et 2019. Il apparaît que six des dix principaux sites opérationnels se trouvent en Europe, à savoir en Allemagne (263 000 personnes; -8 000), en France (114 000; +2 000), au Royaume-Uni (103 000; +6 000, à la suite d'acquisitions), en Pologne, où la croissance observée depuis plusieurs années s'est poursuivie (56 000; +2 000), en Italie (51 000; -2 000) et en Russie (41 000; -1 000). Les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Irlande, lieux d'implantation de nombreux holdings jouant un rôle important pour les stocks d'investissements directs suisses, réunissaient à eux trois seulement 35 000 employés, soit à peine 4% des effectifs engagés en Europe.

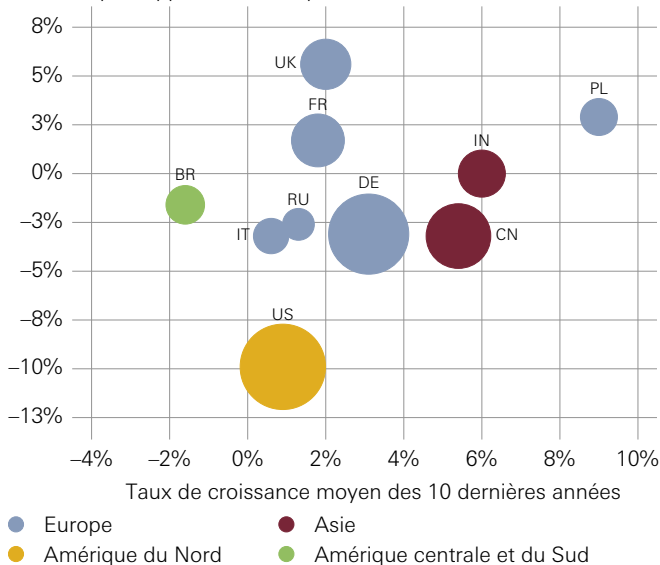
Le graphique 17 présente également les pays non européens comptant un nombre significatif de personnes employées par des entités domiciliées en Suisse. Les Etats-Unis sont le premier d'entre eux (298 000 personnes; -31 000, à la suite de la vente de filiales). Deux pays d'Asie, à savoir la Chine et l'Inde, ainsi qu'un pays du groupe Amérique centrale et du Sud, à savoir le Brésil, font aussi partie des dix principaux pays d'implantation. Les sites non européens ont enregistré un léger recul des effectifs au cours de l'année sous revue.

Graphique 17

EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Les 10 principaux sites (2019)

Variation par rapport à l'année précédente



Source: BNS.

EFFECTIFS DES SOCIÉTÉS MÈRES RÉSIDENTES

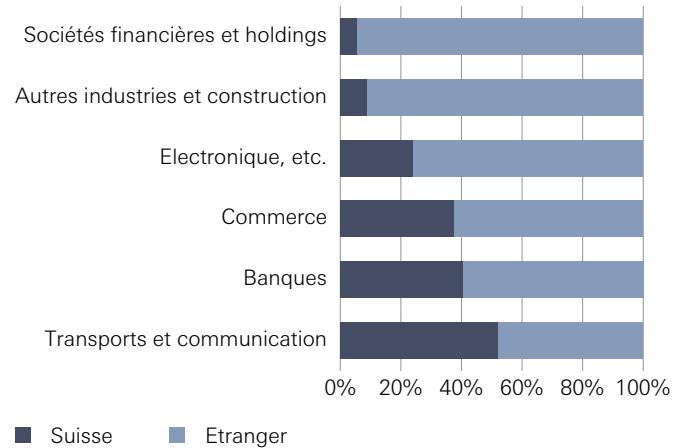
Les entreprises résidentes qui détiennent des participations dans des entités non résidentes sont aussi des employeurs importants en Suisse, où elles occupaient 935 000 personnes en 2019, soit 18% du nombre total de salariés dans l'industrie et les services. De ces 935 000 personnes, 547 000 (soit 59%; 2018: 60%) travaillaient dans des entreprises entrant dans la statistique de la Banque nationale. Les autres étaient employées dans des entités résidentes qui n'étaient pas prises en considération du fait que leurs stocks d'investissements directs étaient inférieurs à 10 millions de francs.

Les groupes en mains suisses qui sont tenus de fournir des données à la Banque nationale employaient en 2019 au total 2 620 000 personnes (voir tableau 3), soit 547 000 en Suisse et 2 073 000 dans des filiales non résidentes. La part des effectifs occupés dans des entités non résidentes était de 79%, soit 86% dans l'industrie et 69% dans les services. Dans l'industrie, elle allait de 76% pour le groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* à 92% pour le groupe de branches *Autres industries et construction* (voir graphique 18). Dans les services, la dispersion était plus marquée: cette part va de 48% pour le groupe de branches *Transports et communication* et 59% pour les banques à 95% pour le groupe de branches *Sociétés financières et holdings*.

Graphique 18

EFFECTIFS EN SUISSE ET À L'ÉTRANGER

En % par groupes de branches (2019)



Source: BNS.

EFFECTIFS DES GROUPES EN MAINS SUISSES, VENTILÉS PAR SECTEUR¹

En milliers de personnes

	2015	2016	2017	2018	2019	en %
Effectifs en Suisse	528,3	540,5	543,1	555,5	546,9	20,9
dont industrie	207,4	211,4	210,2	215,5	212,7	8,1
dont services	320,9	329,1	333,0	340,0	334,2	12,8
Effectifs à l'étranger	2 007,8	2 042,5	2 064,5	2 127,2	2 072,9	79,1
dont industrie	1 340,3	1 349,3	1 347,1	1 381,8	1 333,2	50,9
dont services	667,5	693,2	717,4	745,4	739,7	28,2
Total des effectifs	2 536,0	2 582,9	2 607,7	2 682,6	2 619,9	100,0
dont industrie	1 547,7	1 560,7	1 557,3	1 597,3	1 546,0	59,0
dont services	988,3	1 022,2	1 050,4	1 085,3	1 073,9	41,0

1 Comprend uniquement les entreprises entrant dans la statistique des investissements directs.

Source: BNS.

Nouveau: revenus d'investissements directs ventilés par pays

Dans le présent rapport, la Banque nationale publie pour la première fois une ventilation par pays des revenus d'investissements directs. Jusqu'ici, une telle ventilation n'était disponible que pour les stocks et les flux. Les données sur les revenus, ventilées par pays, sont intégralement recensées depuis 2015: des séries chronologiques sont donc disponibles sur cinq ans.

BASES MÉTHODOLOGIQUES

PRINCIPES DE LA RÉPARTITION PAR PAYS

Pour les investissements directs suisses à l'étranger, les revenus du capital de participation sont ventilés en fonction du pays où est domiciliée la filiale détenue de manière directe (critère de l'investisseur immédiat), y compris dans le cas d'une chaîne de participations impliquant plusieurs pays: les revenus générés par les participations indirectes domiciliées dans des pays tiers sont alors consolidés et enregistrés dans le pays de domicile de la filiale directe. Par contre, le produit des intérêts des crédits et des titres de créance est attribué (sans consolidation) au pays dans lequel est domiciliée la contrepartie immédiate.

Les revenus d'investissements directs étrangers en Suisse sont ventilés aussi bien selon le pays de l'investisseur immédiat que selon le pays de l'investisseur ultime, comme c'est le cas pour les stocks. La méthode appliquée pour la ventilation est la même que pour les stocks¹. Quant au produit des intérêts des crédits et des titres de créance, il est toujours attribué au pays de domicile de la contrepartie immédiate, indépendamment du type de ventilation.

INVESTISSEMENTS DIRECTS SUISSES À L'ÉTRANGER

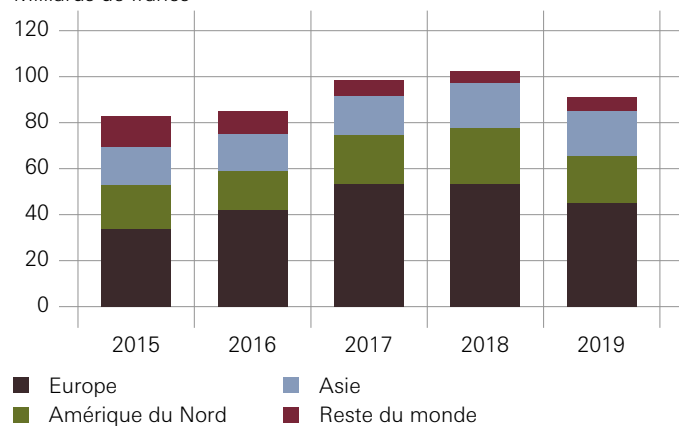
REVENUS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS VENTILÉS PAR AIRE GÉOGRAPHIQUE

En 2019, les entreprises résidentes ont enregistré des revenus d'investissements directs à hauteur de 91 milliards de francs: environ la moitié, soit 45 milliards, provenait de leurs filiales domiciliées en Europe, 20 milliards respectivement de leurs filiales domiciliées en Amérique du Nord et en Asie, et 6 milliards de leurs filiales domiciliées en Amérique centrale et du Sud, en Afrique et en Océanie.

Graphique 19

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER Revenus ventilés par aire géographique

Milliards de francs



Source: BNS.

¹ Voir data.snb.ch, Tableaux/Relations économiques internationales/ Commentaires – Investissements directs; Principes de la répartition par pays.

TAUX DE RENDEMENT PAR AIRE GÉOGRAPHIQUE

Les revenus d'investissements directs sont la rémunération du capital que l'investisseur direct met à disposition de ses filiales. Le taux de rendement du capital investi, que l'on obtient en divisant les revenus d'investissements directs par les stocks, est influencé par plusieurs facteurs: l'évaluation des fonds propres des filiales non résidentes, les caractéristiques des investisseurs (structure de la branche et motivation de l'investissement) et le site de l'investissement (cadre fiscal et conjoncture).

Le graphique 20 représente le taux de rendement annuel moyen des investissements directs ventilé par aire géographique entre 2015 et 2019. Il indique en outre la dispersion des taux de rendement au sein de chaque aire géographique². Sur la période considérée, les investissements directs réalisés en Asie ont présenté le taux de rendement moyen le plus élevé, soit 16%. Ce taux de rendement n'est pas imputable à un site d'implantation particulier, mais à plusieurs sites importants d'Asie. Hors de ce continent, le taux de rendement a été plus bas: 7% en Amérique du Nord, 6% en Europe et 5% dans les autres aires géographiques prises ensemble. Cela dit, on observe une grande dispersion des taux de rendement à l'intérieur de chaque aire. Parmi les sites d'implantation d'une certaine importance, Singapour présentait le taux de rendement le plus élevé (32%) et le Venezuela, le plus bas (-5%).

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN SUISSE

REVENUS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS VENTILÉS SELON LE PAYS DE L'INVESTISSEUR

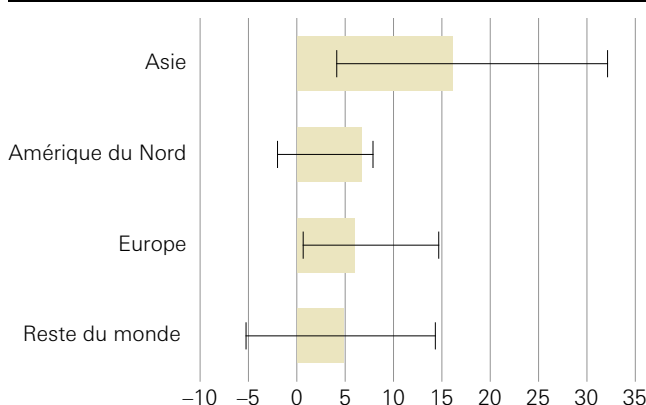
La Banque nationale publie les revenus d'investissements directs étrangers en Suisse – comme elle le fait pour les stocks – avec une ventilation selon le pays de l'investisseur immédiat et selon le pays de l'investisseur ultime. Le graphique 21 présente l'évolution des revenus depuis 2015 pour les deux ventilations. On observe des similitudes avec l'évolution des stocks d'investissements directs (voir graphique 13). Les revenus d'investissements directs se sont inscrits en 2019 à 98 milliards de francs. Dans la ventilation selon l'investisseur immédiat, les entités domiciliées dans l'UE sont prépondérantes et se sont même renforcées ces dernières années, avec 86 milliards de francs. La ventilation selon l'investisseur ultime modifie totalement ce classement: les investisseurs ultimes domiciliés aux Etats-Unis ont en effet enregistré des revenus à hauteur de 51 milliards de francs, contre 28 milliards pour ceux domiciliés dans l'UE et seulement 19 milliards pour ceux établis dans les autres aires géographiques – même si la part de ces derniers a nettement progressé depuis 2015.

² La dispersion est l'écart entre le pays présentant le taux de rendement le plus élevé et celui affichant le taux le plus faible. Ne sont pris en compte que les pays présentant en moyenne des stocks d'investissements directs supérieurs à 1 milliard de francs entre 2015 et 2019.

Graphique 20

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Taux de rendement en % par aire géographique et dispersion (de 2015 à 2019)

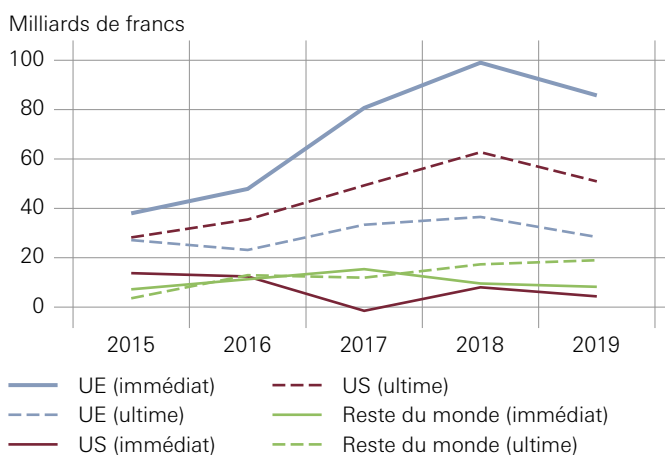


Source: BNS.

Graphique 21

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus ventilés selon le pays de l'investisseur immédiat ou ultime



Source: BNS.

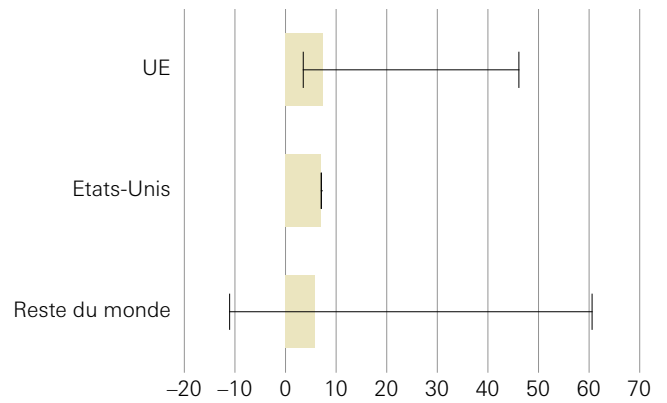
TAUX DE RENDEMENT VENTILÉS PAR PAYS

Le graphique 22 présente le taux de rendement (ratio revenus/stocks) annuel moyen entre 2015 et 2019, ventilé selon le pays de l'investisseur ultime. Ce taux a été d'environ 7% pour les investisseurs domiciliés aux Etats-Unis ou dans l'UE, et de 6% pour ceux domiciliés dans d'autres aires géographiques. Cela dit, on observe une grande dispersion des taux de rendement à l'intérieur de chaque aire³. Les entités domiciliées en Australie ont affiché le taux de rendement le plus élevé, à savoir 61%, et celles domiciliées en Israël, le taux le plus faible, c'est-à-dire -11%.

Graphique 22

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Taux de rendement en % selon le pays de l'investisseur ultime et dispersion (de 2015 à 2019)



Source: BNS.

³ La dispersion est l'écart entre le pays présentant le taux de rendement le plus élevé et celui affichant le taux le plus faible.

Nouveau: chiffres d'affaires et nombre de filiales non résidentes d'entreprises résidentes

BASES MÉTHODOLOGIQUES

DISTINCTION PAR RAPPORT AUX INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les statistiques sur les activités des entreprises multinationales permettent de mesurer la part de la mondialisation de l'économie pouvant être attribuée aux mouvements au sein des groupes. Elles mettent l'accent sur les activités des filiales établies dans d'autres pays et complètent ainsi l'image que les statistiques des investissements directs donnent des relations financières de la Suisse. Ces relations sont en effet fortement influencées par les structures complexes des groupes et par les relations de financement que celles-ci impliquent.

Les données relatives aux activités des filiales non résidentes montrent les répercussions des investissements suisses à l'étranger sur l'économie réelle. Elles permettent d'évaluer, d'une part, l'ampleur et la nature des activités à l'étranger et, d'autre part, l'intégration de l'économie nationale dans l'économie mondiale. Ces informations sont différentes de celles qui sont fournies par la statistique des investissements directs. Contrairement aux investissements directs, les données relatives aux activités des filiales non résidentes prennent également en compte les filiales non résidentes détenues indirectement. Seules sont prises en considération les filiales non résidentes dont une majorité du capital est détenue par des sociétés mères en mains suisses. Dans la suite du texte, ces sociétés seront désignées par «sociétés mères résidentes». Les investissements directs à l'étranger, au contraire, prennent en compte les participations minoritaires et les filiales appartenant à des sociétés mères en mains étrangères.

La Banque nationale publie les effectifs des filiales non résidentes d'entreprises résidentes. Cette première série ayant trait aux activités opérationnelles est disponible depuis 1985. Dans le présent rapport, la BNS met en outre à disposition, pour la première fois, les séries relatives aux chiffres d'affaires de ces filiales et à leur nombre. Elle collecte les données s'y rapportant depuis 2014 dans le cadre de l'enquête sur les participations détenues à l'étranger par les sociétés mères résidentes. C'est pourquoi ces séries comportent uniquement les données des sociétés mères qui atteignent un seuil rendant obligatoire la participation aux enquêtes de la Banque nationale (stock d'investissements directs à l'étranger supérieur ou égal à 10 millions de francs).

DÉFINITIONS

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de marchandises et de services facturées à des tiers par les filiales durant la période sous revue. Il ne comprend pas les ventes internes au groupe. Des réglementations particulières s'appliquent à la branche financière: les banques annoncent le résultat des opérations d'intérêt et des opérations de commission réalisé dans la période considérée. Les assurances annoncent les primes encaissées, déduction faite des rétrocessions, et les revenus de placements dans la période considérée.

Le nombre de filiales tient compte de toutes les participations majoritaires, directes ou indirectes, détenues à l'étranger par des sociétés mères résidentes. Les entités sont recensées indépendamment de leur forme juridique, ce qui signifie que les entités juridiquement dépendantes sont également prises en compte.

NOMBRE DE FILIALES NON RÉSIDENTES D'ENTREPRISES RÉSIDENTES

GROUPES DE BRANCHES

Durant l'année sous revue, les sociétés mères résidentes détenaient 19 580 participations majoritaires à l'étranger. L'industrie comptait 8 370 filiales non résidentes, contre 11 210 pour les services (la répartition par branches se fait en fonction de l'activité principale du groupe à l'échelle mondiale). Il convient de noter que le groupe de branches *Autres services* comptait plus de 6 000 filiales non résidentes. Cela est dû au modèle d'affaires des entreprises concernées, qui repose sur un réseau dense de très petites implantations à l'échelle mondiale.

Le nombre de filiales non résidentes a augmenté de près de 12% en cinq ans, passant de 17 430 à 19 580. Il s'est accru de 21% dans l'industrie et de 6% dans les services. Le commerce a connu la plus forte progression (+71%), suivi du groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* (+55%). Par contre, les banques et les entreprises du groupe de branches *Transports et communication* ont enregistré un recul.

AIRES GÉOGRAPHIQUES

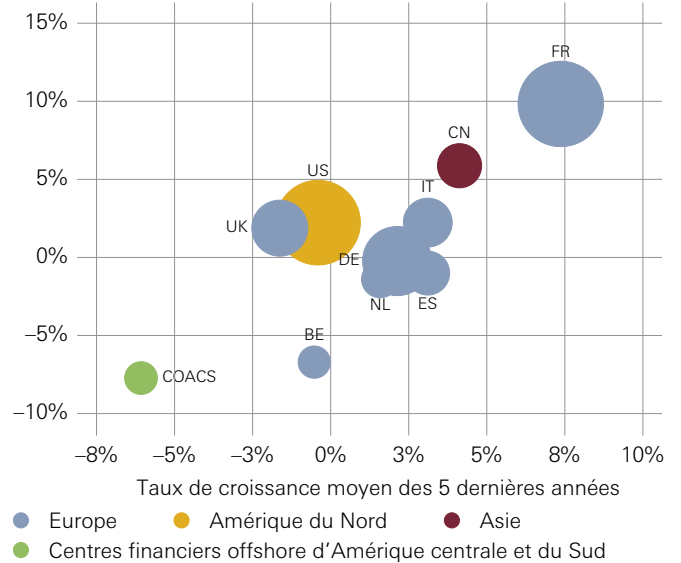
Le graphique 24 présente les dix pays qui regroupent le plus grand nombre de filiales non résidentes. Les surfaces des cercles sont proportionnelles au nombre de filiales. L'axe des abscisses indique l'évolution moyenne entre 2014 et 2019, celui des ordonnées, l'évolution entre 2018 et 2019. La majorité des filiales (57%) se trouvaient en Europe: la plus grande partie d'entre elles étaient détenues durant l'année sous revue en France (2 630, soit 13% du total), en Allemagne (9%) et au Royaume-Uni (6%). La France a affiché le plus fort taux de croissance aussi bien durant l'année sous revue que pendant la période considérée. Les Etats-Unis, qui regroupaient 13% des filiales non résidentes, étaient le principal site d'implantation hors d'Europe. La Chine comptait

Graphique 24

NOMBRE DE FILIALES NON RÉSIDENTES

Les 10 principaux sites d'implantation (2019)

Variation par rapport à l'année précédente

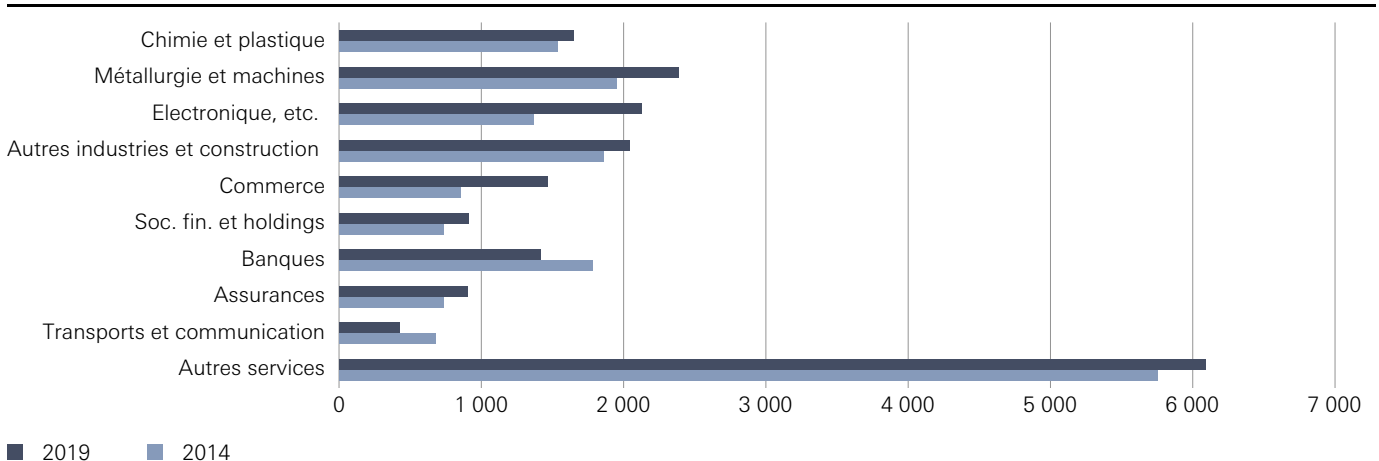


Source: BNS.

Graphique 23

NOMBRE DE FILIALES NON RÉSIDENTES

Par groupes de branches



Source: BNS.

environ 700 filiales appartenant à des entreprises résidentes (4% du total), en progression de 6%.

TAILLE MOYENNE DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Le graphique 25 met en regard la taille moyenne des filiales non résidentes par secteur en 2014 et en 2019. En 2019, les entreprises en mains suisses occupaient en moyenne 106 personnes dans leurs filiales non résidentes, contre 112 en 2014. Les groupes de branches *Transports et communication* et *Autres industries et construction* présentaient en moyenne les effectifs les plus importants par filiale, avec respectivement 235 et 232 personnes. Les filiales du groupe de branches *Autres services* avaient les effectifs les plus faibles (25 personnes).

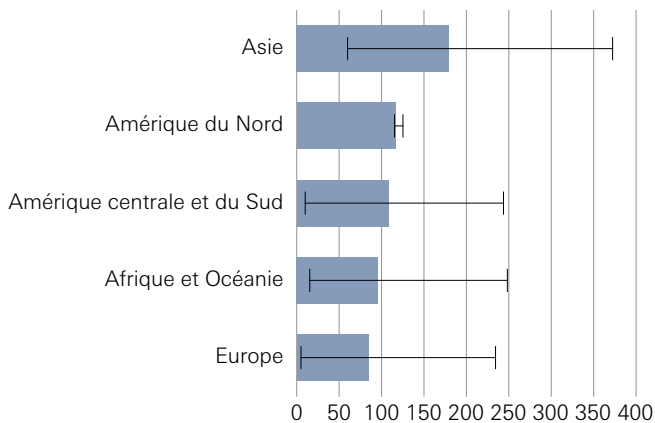
Le graphique 26 présente la taille moyenne des filiales non résidentes par aire géographique ainsi que la dispersion de cette variable au sein de chaque aire géographique¹. Les effectifs les plus importants ont été recensés en Asie, où les filiales détenues par des sociétés mères domiciliées en Suisse comptaient en moyenne 179 personnes. Le Pakistan, l'Inde et le Vietnam arrivaient en tête avec environ 350 personnes. L'Europe fermait la marche avec en moyenne 84 personnes. La taille moyenne relativement faible des entreprises européennes est due, entre autres, au fait que le Vieux Continent regroupe plusieurs sites présentant une forte densité d'entités à vocation spéciale, qui, en règle générale, ne comptent qu'un petit nombre de salariés. Ainsi le nombre d'employés par entreprise dans les centres financiers offshore européens était uniquement de cinq personnes, soit moins que sur tous les autres sites.

¹ La dispersion montre l'écart entre les sites d'implantation dans lesquels la taille moyenne des entreprises est la plus élevée et ceux où elle est la plus faible.

Graphique 26

TAILLE MOYENNE DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Effectifs par aire géographique et dispersion (2019)

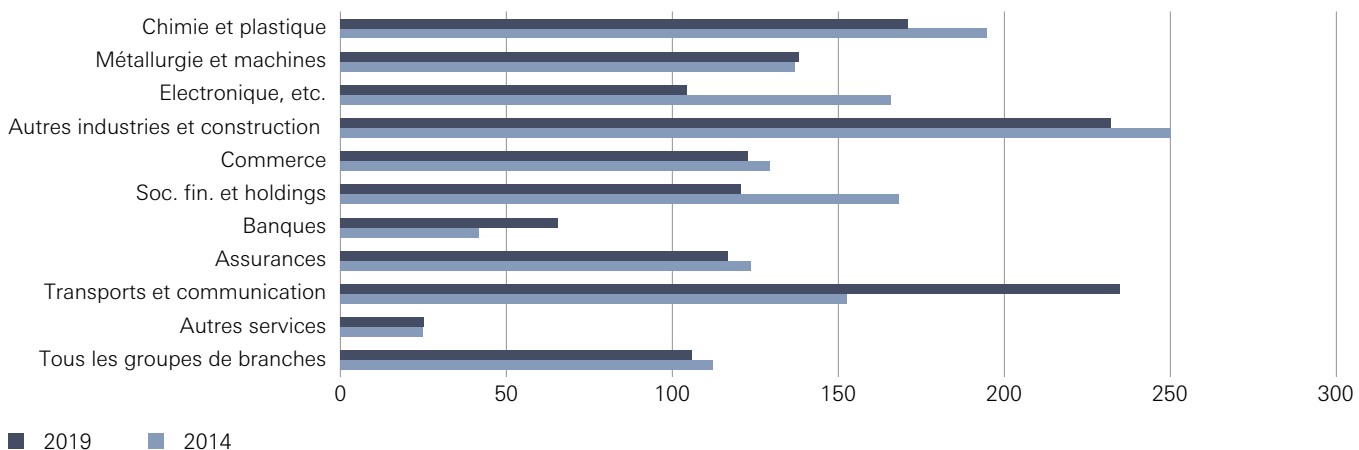


Source: BNS.

Graphique 25

TAILLE MOYENNE DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Effectifs par groupes de branches



Source: BNS.

CHIFFRE D'AFFAIRES DES FILIALES NON RÉSIDENTES D'ENTREPRISES RÉSIDENTES

GROUPES DE BRANCHES

Durant l'année sous revue, les filiales non résidentes de groupes résidents ont atteint un chiffre d'affaires de 741 milliards de francs au total. Le graphique 27 présente les chiffres d'affaires par secteur pour 2014 et 2019.

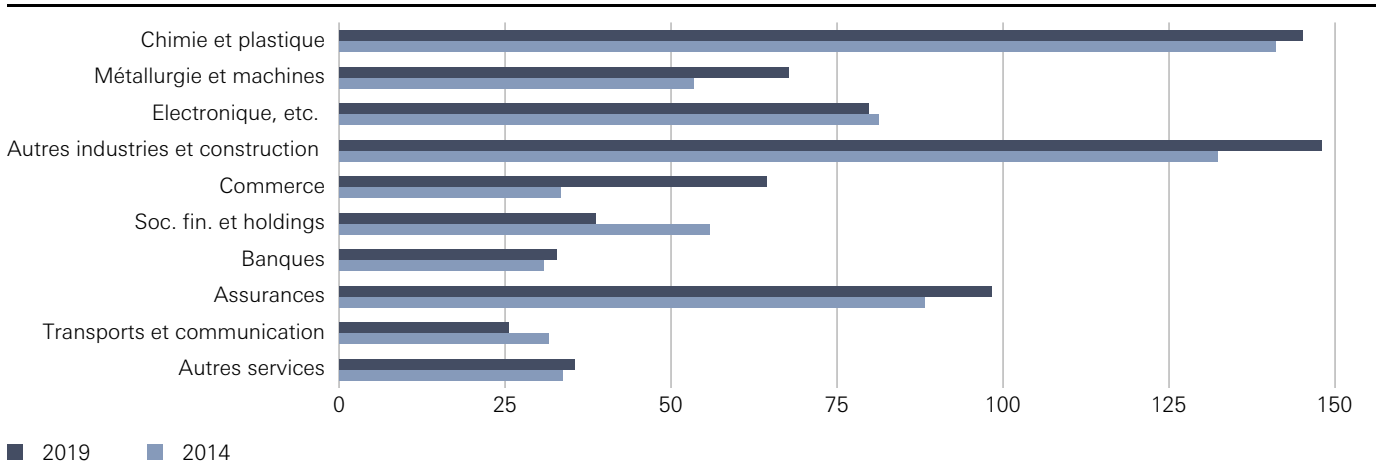
Les filiales non résidentes de l'industrie ont enregistré un chiffre d'affaires de 446 milliards de francs, soit 60% du total. Les services ont réalisé un chiffre d'affaires de 295 milliards de francs. Les chiffres d'affaires les plus élevés ont été enregistrés par deux groupes de branches de l'industrie: 148 milliards de francs pour *Autres industries et construction* et 145 milliards de francs pour *Chimie et plastique*, soit un cinquième du total dans les deux cas. Dans les services, les assurances ont été la branche qui a enregistré le chiffre d'affaires le plus élevé avec 98 milliards de francs de primes brutes encaissées. Le commerce a réalisé, pour sa part, un chiffre d'affaires de 64 milliards de francs. Le résultat des opérations d'intérêt et des opérations de commission des banques a contribué à hauteur de 4%, soit 33 milliards de francs, au chiffre d'affaires total.

De 2014 à 2019, le chiffre d'affaires réalisé par les filiales non résidentes a progressé de près de 8%, passant de 687 milliards à 741 milliards de francs. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans le commerce (+93%). Toutefois, les groupes de branches *Métallurgie et machines* (+27%) et *Assurances* (+12%) ont eux aussi connu une progression supérieure à la moyenne. En revanche, le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* a accusé un net recul de son chiffre d'affaires (-31%) depuis 2014. Ce repli est dû au fait que des holdings autrefois en mains suisses sont passés en mains étrangères et que leur chiffre d'affaires à l'étranger n'est, par conséquent, plus pris en compte dans la statistique.

Graphique 27

CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Par groupes de branches, en milliards de francs



Source: BNS.

AIRES GÉOGRAPHIQUES

Le graphique 28 présente les dix principaux sites d'implantation des entreprises en mains suisses en fonction de leur chiffre d'affaires à l'étranger. Les surfaces des cercles sont proportionnelles au chiffre d'affaires. L'axe des abscisses indique la variation moyenne de leur chiffre d'affaires entre 2014 et 2019; celui des ordonnées, leur variation entre 2018 et 2019. Les entreprises en mains suisses ont réalisé les meilleurs chiffres d'affaires dans leurs filiales européennes (307 milliards de francs au total, soit 41%). Sur le Vieux Continent, c'est l'Allemagne qui a enregistré le meilleur chiffre d'affaires avec 74 milliards de francs, devant la France (48 milliards) et le Royaume-Uni (32 milliards). Ce dernier pays affiche un taux de croissance moyen négatif en raison du passage en mains étrangères de filiales qui appartenaient auparavant à des entreprises en mains suisses et dont le chiffre d'affaires n'est, de ce fait, plus pris en compte dans la statistique. Hors d'Europe, les filiales non résidentes ont atteint les chiffres d'affaires les plus élevés aux Etats-Unis (200 milliards de francs). L'Asie représentait, pour sa part, un chiffre d'affaires de 143 milliards de francs. La Chine et le Japon comptaient parmi les dix principaux pays du monde enregistrant les meilleurs chiffres d'affaires. Au sein de ce groupe, la Chine a connu, durant la période considérée, le taux de croissance le plus élevé, soit 7% par an.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PERSONNE EMPLOYÉE

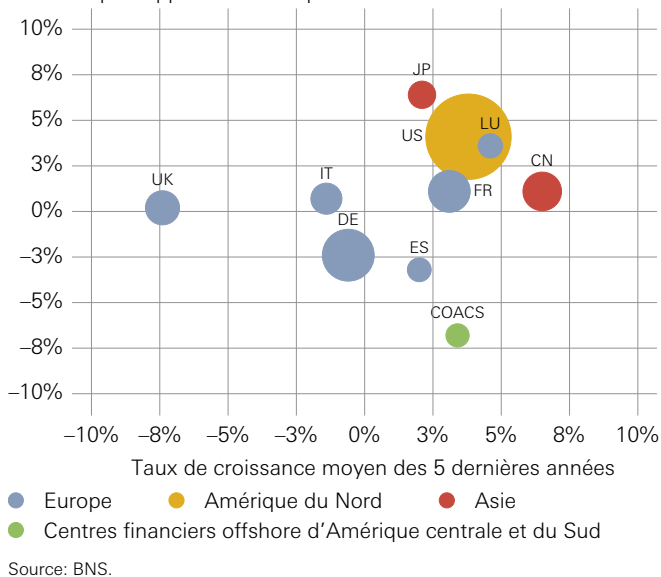
En 2019, les filiales non résidentes d'entreprises en mains suisses ont réalisé un chiffre d'affaires moyen de 357 000 francs par personne employée. Le graphique 29 présente une ventilation de cette variable par groupe de branches pour 2014 et 2019. Le chiffre d'affaires par personne employée était ainsi de 334 000 francs dans l'industrie et de 399 000 francs dans les services. Au sein de l'industrie, le groupe de branches *Chimie et plastique* arrivait en tête avec un chiffre d'affaires de 516 000 francs par personne, contre moins de la moitié pour le groupe

Graphique 28

CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Les 10 principaux sites d'implantation (2019)

Variation par rapport à l'année précédente

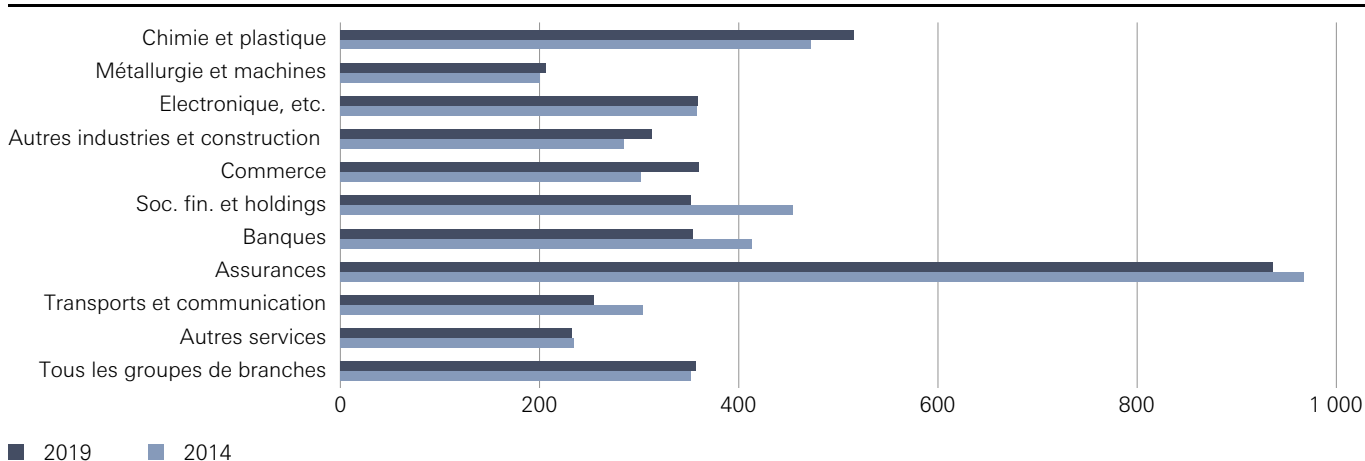


Source: BNS.

Graphique 29

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PERSONNE EMPLOYÉE

Par groupes de branches, en milliers de francs



Source: BNS.

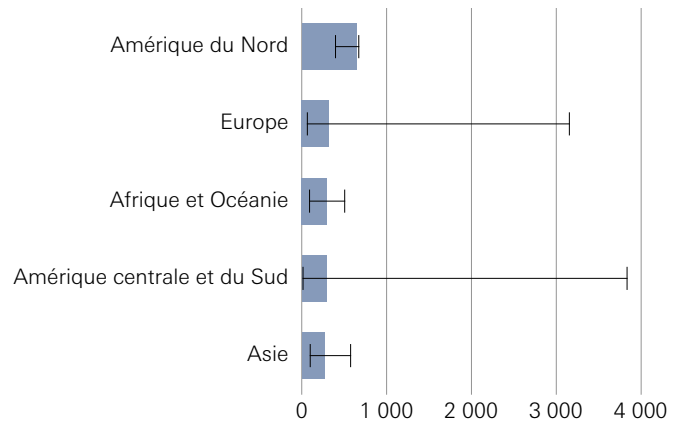
de branches *Métallurgie et machines* (206 000 francs par personne). Dans les services, les différences entre les groupes de branches étaient encore plus marquées. Les assurances ont enregistré de loin le chiffre d'affaires le plus élevé avec 936 000 francs par personne, soit un résultat 2,5 fois supérieur à la moyenne du secteur des services. A l'autre extrême, le chiffre d'affaires du groupe de branches *Autres services* plafonnait à 232 000 francs par personne et par an.

Le graphique 30 présente les chiffres d'affaires par personne ventilés par aire géographique ainsi que la dispersion de ces données au sein de chaque aire². Les filiales nord-américaines ont réalisé de loin le chiffre d'affaires le plus important, avec 643 000 francs par personne, devant l'Europe (323 000 francs). Alors que les différences étaient modérées entre les aires géographiques, elles étaient considérables au sein de chaque aire. Au Luxembourg, le chiffre d'affaires s'élevait à 3,2 millions de francs par personne, soit dix fois plus que la moyenne européenne. Dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud (3,8 millions de francs par personne), il était même treize fois supérieur à la moyenne de l'aire géographique où sont situés ces centres. Ces sites hébergent de nombreuses entités à vocation spéciale, qui réalisent des chiffres d'affaires élevés avec peu de personnel et n'ont pas d'activité de production. A l'autre extrême, le chiffre d'affaires était de tout juste 15 000 francs par personne au Venezuela. L'influence des cours de change est ici particulièrement marquée. Les chiffres d'affaires sont en effet réalisés en monnaie locale et convertis en francs pour la statistique.

Graphique 30

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PERSONNE EMPLOYÉE

Chiffre d'affaires en milliers de francs et dispersion (2019)



Source: BNS.

² La dispersion montre l'écart entre le pays présentant le chiffre d'affaires le plus élevé par personne et celui présentant le plus faible.

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 58 631 00 00

Renseignements

bop@snb.ch

Langues

Français, allemand, anglais

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön Group AG, Zurich

Date de publication

Décembre 2020

ISSN 1662-4319 (version imprimée)
ISSN 1661-156X (version électronique)

Accès aux publications

Les publications de la Banque nationale suisse peuvent être consultées sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, Publications.

Le calendrier des publications figure à l'adresse www.snb.ch, Médias/Calendrier.

Une grande partie des publications peuvent être obtenues sur papier, individuellement ou par abonnement, à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 58 631 11 50
Fax: +41 58 631 50 48
E-mail: library@snb.ch

**Droits d'auteur/copyright ©**

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

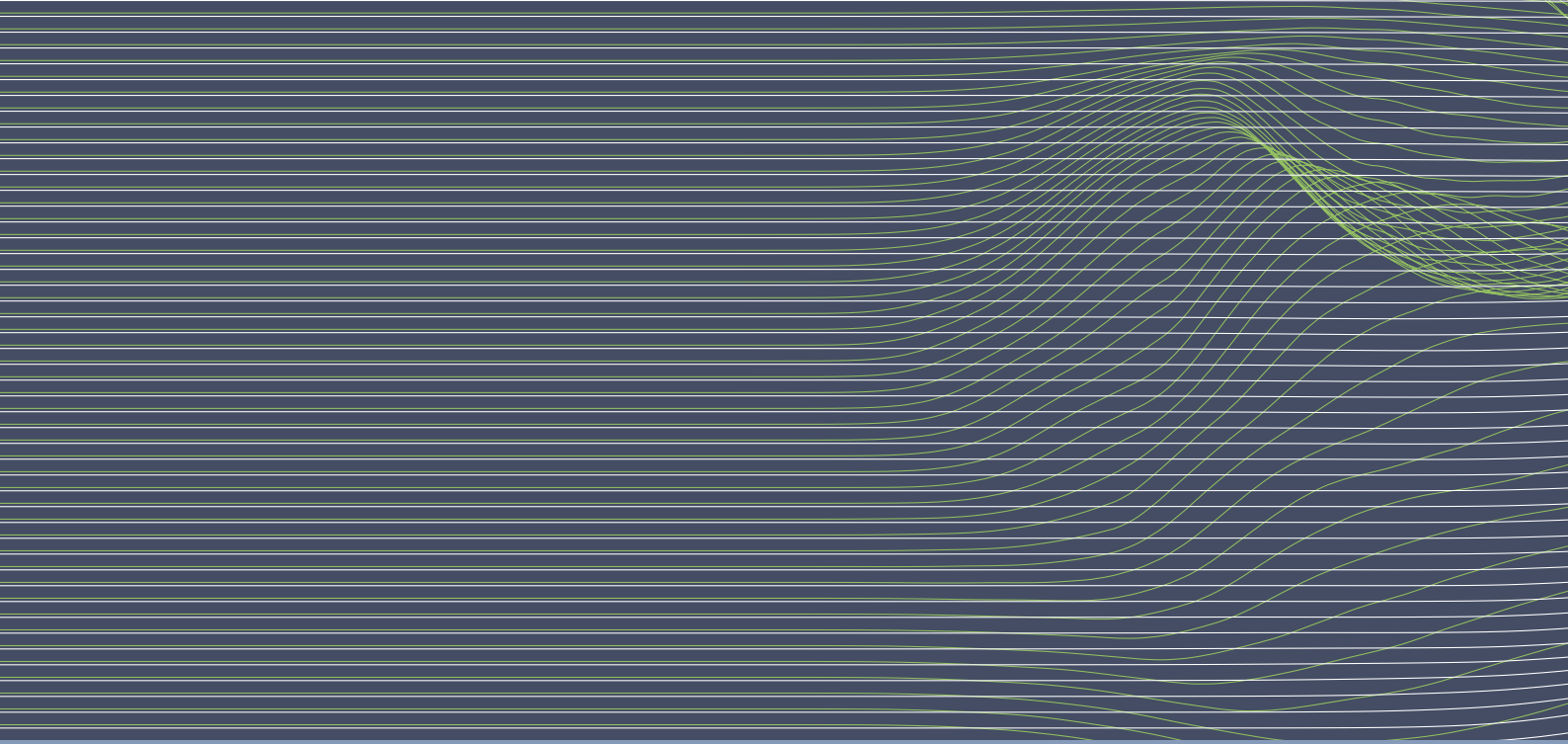
Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2020



SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK

